

Paris, le 2 octobre 2015

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Rapport de la Zone franc 2014

Le rapport annuel de la Zone franc¹ qui vient de paraître est établi par le Secrétariat du Comité monétaire de la Zone franc - assuré par la Banque de France – en étroite collaboration avec les trois banques centrales² des pays membres. Ce rapport décrit les principales évolutions économiques et financières des pays membres durant l'exercice écoulé et présente les perspectives pour l'année en cours.

Dans un contexte économique mondial de croissance modérée, fragile et hétérogène, les performances économiques des pays de la Zone franc en 2014 ont été plutôt favorables, y compris comparées avec les autres pays de l'Afrique sub-saharienne. L'Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA) a enregistré une croissance de 6,5%, en sensible progression par rapport à l'année précédente. Dans la CEMAC (Communauté Economique et Monétaire de l'Afrique Centrale), l'année 2014 a été marquée par un rebond substantiel de la croissance, à 4,7%. Enfin, aux Comores, la croissance a ralenti à 2,1% en 2014.

En matière de stabilité des prix, la Zone franc a continué d'enregistrer de meilleurs résultats que le reste de l'Afrique sub-saharienne. Avec la modération des prix internationaux des produits alimentaires et des carburants, le niveau des prix dans l'UEMOA a légèrement reflué, à -0,1% en moyenne sur l'année 2014. La tendance sous-jacente de l'inflation (hors alimentation et énergie), est néanmoins restée légèrement positive dans l'ensemble de la sous-région. En CEMAC, l'année 2014 a été marquée par une légère accélération de l'inflation à 3,2% en moyenne annuelle. Aux Comores, l'inflation s'est établie à 1,4 % en moyenne annuelle.

Depuis les ajustements opérés en 2009 en réponse à la crise, les politiques monétaires conduites par les banques centrales des pays de la Zone franc sont restées relativement accommodantes.

Depuis septembre 2013, la BCEAO n'a pas modifié ses taux d'intérêt, le taux minimum de soumission aux appels d'offres restant depuis lors à 2,50%. En revanche, après une baisse de 30 points de base en juillet 2014, la BEAC a procédé à un abaissement de 50 points de base des taux directeurs en juillet 2015. Le Taux d'intérêt des Appels d'Offres s'établit depuis à 2,45% et celui des Prises en Pension à 4,20%.

¹ La Zone franc comprend, outre la France, quinze pays africains. Huit d'entre eux composent l'Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA) : Bénin, Burkina-Faso, Côte d'Ivoire, Guinée-Bissau, Mali, Niger, Sénégal et Togo. Six autres constituent la Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale (CEMAC) : Cameroun, Centrafrique, Congo, Gabon, Guinée équatoriale et Tchad. Enfin, la Zone franc comprend également l'Union des Comores.

² La Banque Centrale des États de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO), la Banque des États de l'Afrique Centrale (BEAC) et la Banque Centrale des Comores (BCC). Le rapport de la Zone franc est établi sur la base des données collectées auprès des trois banques centrales, des deux Commissions bancaires de la Zone et des autorités nationales.

Les taux de couverture de l'émission monétaire par les réserves de change, en baisse sensible depuis plusieurs années, s'établissait fin 2014 à des niveaux qui restent néanmoins très largement supérieurs au seuil minimal fixé dans le cadre des accords de la Zone franc, un gage de la stabilité externe des francs CFA et comoriens.

La Zone franc a continué d'enregistrer des déficits budgétaires persistants en 2014.

Le profil des finances publiques dans la plupart des pays de l'UEMOA a été marqué par un creusement des déficits budgétaires (base engagements, dons compris) en 2014. Pour l'UEMOA dans son ensemble, le déficit s'est établi à 3,4% du PIB en 2014. Cette évolution reflète en partie la poursuite des programmes d'investissement, mais aussi un certain relâchement dans la maîtrise des dépenses courantes. Les déficits publics des pays de la CEMAC ont également persisté, en dépit d'une légère amélioration, le solde budgétaire agrégé au niveau de la CEMAC revenant à 1,0% en 2014. Cette évolution résulte avant tout de la baisse des dépenses, tandis que le recul de l'ensemble des recettes d'origine pétrolière, a été pour une bonne part compensé par une augmentation des recettes non pétrolières. Aux Comores, l'exécution des finances publiques en 2014 s'est traduite par une nouvelle détérioration du solde budgétaire de base.

Dans un environnement international de reprise modérée, hétérogène et incertaine, les prévisions de croissance pour 2015 sont mitigées et les risques géopolitiques élevés, mais les mécanismes de la Zone franc jouent un rôle stabilisateur.

Les prévisions de croissance dans l'UEMOA établies par la BCEAO restent globalement favorables et tablent sur une croissance du PIB de 6,7% en 2015. En revanche, avec l'accroissement de la baisse des prix du pétrole, la situation se révèle plus difficile pour les pays exportateurs de la CEMAC. La baisse des revenus pétroliers, dont certaines économies sont très dépendantes, a un fort effet dépressif sur les recettes budgétaires et extérieures qui contraint à un ajustement drastique des dépenses. Selon les prévisions de la BEAC, la croissance de l'activité devrait se tasser significativement en 2015, à 2,8%.

De nombreux risques baissiers pèsent sur ces perspectives. La poursuite de la baisse du prix des matières premières et du pétrole pourrait fragiliser davantage la demande interne et les comptes extérieurs des États exportateurs. Le durcissement des conditions globales de financement touchera aussi les pays de la Zone. Enfin, au-delà des aléas climatiques et sanitaires, les risques géopolitiques, très élevés dans la zone sahéenne, et ceux liés à la transition politique dans certains pays, pourraient également peser sur l'activité.

A plus long terme, la résilience des pays de la Zone au choc des termes de l'échange nécessite la poursuite d'une dynamique interne de croissance vigoureuse, diversifiée, durable et inclusive. L'accroissement du choc extérieur et son caractère prolongé rendent indispensable l'amélioration de l'efficacité des politiques, notamment budgétaires : meilleure mobilisation des ressources fiscales, optimisation des dépenses en faveur de la croissance à long terme, priorité donnée à la formation du capital humain et physique, et réduction des dépenses inefficaces, notamment des subventions aux prix des carburants.

La diversification des économies de la Zone franc reste contrainte par des faiblesses structurelles persistantes qui appellent une accélération des réformes pour améliorer l'environnement des affaires, rendre le système juridique et judiciaire plus efficace et plus équitable, améliorer la régulation du système financier, la gestion durable des ressources naturelles, et renforcer les systèmes de santé, d'éducation et les filets de protection sociale. Un objectif majeur de ces réformes doit être de créer les conditions d'une croissance inclusive, plus riche en emplois, et de transformer en atout le dynamisme démographique.

La version électronique du rapport est disponible en ligne sur Internet :

<https://www.banque-france.fr/eurosysteme-et-international/zone-franc/rapports-annuels-de-la-zone-franc.html>

Pour plus de renseignements :

Direction de la Communication, Service de presse (00 33 (0)1 42 92 39 00)

ANNEXE

Principaux indicateurs économiques

(en %)

	Croissance du PIB réel		Inflation ^{a)}		Solde budgétaire (en % du PIB) ^{b)}	
	2013	2014 ^{c)}	2013	2014 ^{c)}	2013	2014 ^{c)}
UEMOA	5,9	6,5	1,5	- 0,1	- 3,1	- 3,4
CEMAC	1,7	4,7	2,0	3,2	- 1,4	- 1,0
Comores	3,5	2,1	1,6	1,4	- 0,9	- 0,6
Afrique subsaharienne	5,2	5,0	6,5	6,3	- 3,0	- 3,3

a) Variation des prix à la consommation, en moyenne annuelle.

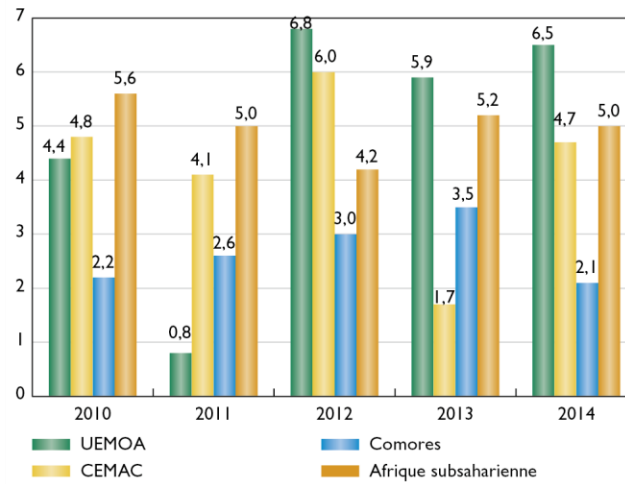
b) dons compris.

c) Chiffres provisoires.

Sources : BCEAO, BEAC, BCC, FMI (Perspectives économiques régionales, avril 2015, Perspectives de l'économie mondiale, mise à jour juillet 2015) pour l'Afrique subsaharienne.

Évolution du PIB

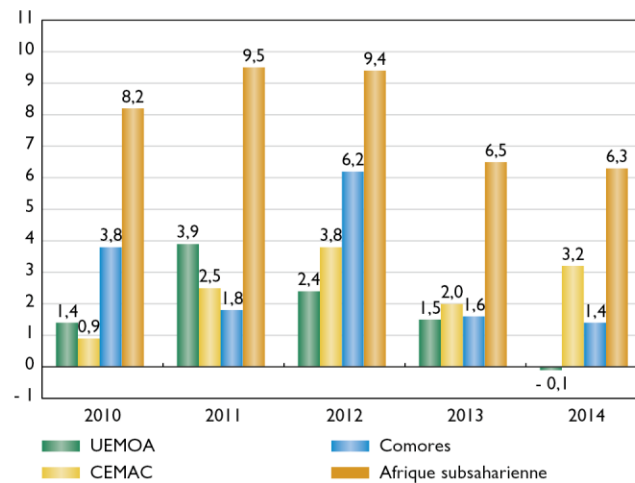
(taux de croissance réelle en %)



Sources : Banques centrales ; FMI (Perspectives économiques régionales, avril 2015, Perspectives de l'économie mondiale, mise à jour juillet 2015) pour l'Afrique subsaharienne.

Prix à la consommation

(en moyenne annuelle ; en %)



Sources : Banques centrales ; FMI (Perspectives de l'économie mondiale, avril 2015).